

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

4^e année/ N°199

du 28 novembre au 4 décembre 1986



POLITIQUE

L'URNG : Le gouvernement diffère les solutions
Le gouvernement doit prendre des mesures en faveur du respect des droits de l'homme

Les autorités essaient de faire obstruction aux syndicats
Offensive antisyndicale

Un nouvel ambassadeur israélien

L'Allemagne Fédérale intensifie son assistance à la police

Des évêques se réunissent au Guatemala

Des paysans exigent le juste prix

Un dirigeant paysan enlevé

ECONOMIE

Le budget 87 approuvé

Le secteur privé contre le budget

L'USAC critique le plan gouvernemental

INSURRECTION

L'ORPA occupe 17 fermes

L'EGP intensifie ses actions dans El Quiché

MOUVEMENT POPULAIRE

Les étudiants dénoncent la politique de "neutralité active"

DROITS DE L'HOMME

Les assassinats politiques augmentent

Trois personnes attaquées dans le centre de la capitale

Quatre personnes assassinées au cours d'invasion de domicile

Les militaires assassinent l'employé d'une boulangerie

Deux portés disparus retrouvés morts

ACNUR : Le rapatriement sera volontaire

Les réfugiés refusent le rapatriement

Les réfugiés ne peuvent pas rentrer chez eux

4^oP. 12315

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

4^e année/ N°199

du 28 novembre au 4 décembre 1986



POLITIQUE

L'URNG : Le gouvernement diffère les solutions
Le gouvernement doit prendre des mesures en faveur du respect des droits de l'homme

Les autorités essaient de faire obstruction aux syndicats
Offensive antisyndicale

Un nouvel ambassadeur israélien

L'Allemagne Fédérale intensifie son assistance à la police

Des évêques se réunissent au Guatemala

Des paysans exigent le juste prix

Un dirigeant paysan enlevé

ECONOMIE

Le budget 87 approuvé

Le secteur privé contre le budget

L'USAC critique le plan gouvernemental

INSURRECTION

L'ORPA occupe 17 fermes

L'EGP intensifie ses actions dans El Quiché

MOUVEMENT POPULAIRE

Les étudiants dénoncent la politique de "neutralité active"

DROITS DE L'HOMME

Les assassinats politiques augmentent

Trois personnes attaquées dans le centre de la capitale

Quatre personnes assassinées au cours d'invasion de domicile

Les militaires assassinent l'employé d'une boulangerie

Deux portés disparus retrouvés morts

ACNUR : Le rapatriement sera volontaire

Les réfugiés refusent le rapatriement

Les réfugiés ne peuvent pas rentrer chez eux

4^oP. 12315

POLITIQUE

L'URNG : LE GOUVERNEMENT DIFFERE LES SOLUTIONS

L'URNG, dans le premier numéro de son bulletin international publié le 28 novembre, note que le gouvernement de Vinicio Cerezo, au lieu de formuler des réponses sérieuses aux requêtes de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque, a rejeté l'amorce d'un processus de dialogue politique, dans le but de différer la solution des questions à l'ordre du jour.

Jusqu'à cette date, les propositions de dialogue des insurgés sont restées sans réponse et aucun pas n'a été fait dans cette direction ; les promesses de démocratisation du gouvernement "sont restées lettre morte", remarque l'URNG dans son analyse. C'est pourquoi "l'initiative de recherche de la paix et d'une solution politique au conflit armé interne au Guatemala appartient à nouveau à l'URNG".

LE GOUVERNEMENT DOIT PRENDRE DES MESURES EN FAVEUR DU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Dans une résolution du 30 novembre sur la situation du Guatemala, la XLI assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a invité le gouvernement de ce pays à prendre des mesures en faveur de l'application d'un cadre juridique tendant à sauvegarder les droits de l'homme et les libertés fondamentales des Guatémaltèques. La résolution, soutenue par l'Argentine, la Colombie, le Costa Rica, le Brésil, le Mexique, le Panama, l'Uruguay, le Pérou et le Venezuela a recueilli 122 votes pour, 0 contre et 18 abstentions.

LES AUTORITES ESSAIENT DE FAIRE OBSTRUCTION AUX SYNDICATS

Le 28 novembre, plusieurs organisations de travailleurs ont assuré que le gouvernement essaie de "lier les mains" à la libre organisation et au droit de grève par l'approbation "étrangement rapide" de plusieurs lois relatives à ces thèmes.

L'Association nationale des éducateurs de l'enseignement secondaire (ANEEM), l'Association des enseignants guatémaltèques (AMG) et l'Association des travailleurs des Postes et Télécommunications (ATRAG), ont qualifié l'attitude des autorités "d'antidémocratique et de démagogique".

OFFENSIVE ANTISYNDICALE

De source judiciaire et médiatique, on a appris que trois travailleurs ont été assassinés et un autre gravement brûlé par les forces de sécurité, dans le cadre de la violence antisyndicale, les 28 et 29 novembre.

A Escuintla, dans le sud du pays, l'employé des chemins de fer, Edgar de Paz, 28 ans, a été roué de coups par des agents vêtus en civil,

attaché à un arbre auquel on a mis le feu ; il a été retrouvé dans un état grave par des habitants de la localité.

Maria Luisa Recinos Soto, enseignante, une femme non identifiée et Juan Vasquez, dirigeant municipal, ont été retrouvés assassinés et portant des traces de torture à Escuintla et Guatemala-Ciudad.

UN NOUVEL AMBASSADEUR ISRAELIEN

La nomination de Azriel Gal-on comme ambassadeur d'Israël au Guatemala a été officiellement annoncée le 28 novembre.

Selon le diplomate, la coopération technique et économique seront les axes principaux de sa fonction. Israël est l'un des principaux fournisseurs de l'armée guatémaltèque, à qui il fournit, en outre des conseillers techniques.

L'ALLEMAGNE FEDERALE INTENSIFIE SON ASSISTANCE A LA POLICE

Le 30 novembre, Benjamin Rivas, vice-ministre de l'Intérieur, a annoncé la livraison, prévue pour le 8 décembre, de 54 véhicules tout terrain, 5 autobus et 59 motocyclettes, dans le cadre de l'assistance technique fournie par l'Allemagne Fédérale à la police guatémaltèque.

De source gouvernementale, on a également appris que le gouvernement d'Allemagne Fédérale accordera 10 millions de marks (5 millions de dollars) au Guatemala, destinés à l'amélioration des systèmes de sécurité et de surveillance ; ce qui portera le montant de l'assistance accordée par ce pays à 90 millions de marks.

DES EVEQUES SE REUNISSENT AU GUATEMALA

Les 27 et 28 novembre, 36 évêques d'Amérique centrale se sont réunis dans la capitale guatémaltèque afin d'analyser la situation régionale critique. Ils ont divulgué un document dans lequel ils prennent position contre la menace de guerre "qui se fait plus inquiétante" chaque jour en Amérique centrale.

DES PAYSANS EXIGENT LE JUSTE PRIX

Les représentants du mouvement paysan ont annoncé le 24 novembre que 50 mille paysans de la région sud-ouest du pays sont prêts à entamer dans un délai de 15 jours une marche pacifique jusqu'à la place centrale de la ville de Guatemala si le gouvernement ne donne pas satisfaction à leur pétition en fixant un juste prix aux produits agricoles. D'autre part, des fermiers du lotissement Las Victorias, El Salto, département de Retalhuleu, ont demandé le 27 novembre au ministère de l'Agriculture qu'on leur accorde des facilités pour accéder à la propriété de leurs terres.

UN DIRIGEANT PAYSAN ENLEVE

Le 1er décembre, Andres Ruben Ramirez Escobar, 25 ans, qui organisait une association de paysans pour demander des terres au gouvernement, dans le département de San Marcos (ouest du pays), a été enlevé à son domicile par des forces de sécurité gouvernementales. Selon le témoignage de Ana Meza Choy, l'épouse de la victime, le groupe d'agents a ouvert la porte à coups de révolver, frappé sauvagement le dirigeant avant de l'emmener pour une destination inconnue.

ECONOMIE

LE BUDGET 87 APPROUVE

Le 26 novembre, le Congrès de la république a approuvé le budget pour 1987, d'un montant de 2 555 188 millions de quetzales (950 millions de dollars), dont le déficit représente 2,13% du PIB. Le budget augmente de 700 millions de quetzales par rapport à l'année précédente.

1 147 109 millions (45%) devraient être consacrés aux dépenses de fonctionnement, 645 893 millions (25%) aux dépenses d'investissement, 513 200 millions de quetzales (20%) au paiement de la dette extérieure. Les secteurs les plus abondés sont, dans l'ordre décroissant : le paiement de la dette extérieure, l'Education, la Science et la Culture, avec 424 817 millions (16,62%), la Défense et la Sécurité intérieure, avec 339 842 millions (13,29%), la Santé et l'Aide sociale, avec 236 243 millions de quetzales (9,24%).

LE SECTEUR PRIVE CONTRE LE BUDGET

Le 27 novembre, Marco Augusto Garcia Noriega, président du Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF, l'instance de représentation du patronat la plus importante du pays), a mis en garde le gouvernement sur les effets inflationnistes que peut avoir le budget des dépenses de la nation, dont le montant est trop élevé.

Le capitaine David Ordonez, président de l'Union nationale des éleveurs et des agriculteurs (UNAGRO, regroupant les agro-exportateurs) a manifesté sa préoccupation en raison de "l'inflation galopante" que ce budget va provoquer.

L'USAC CRITIQUE LE PLAN GOUVERNEMENTAL

Le 27 novembre, l'Université Nationale de San Carlos (USAC) a estimé que le plan de restructuration économique et sociale du président Cerezo a été mené aux dépens des travailleurs et n'a qu'un caractère palliatif, sans effet favorable sur l'économie guatémaltèque dans son ensemble.

La première université du pays propose sept actions au gouvernement pour faire face à la situation économique critique, entre autres l'établissement d'une politique de contrôle des prix et des salaires.

INSURRECTION

L'ORPA OCCUPE 17 FERMES

Dans un communiqué diffusé le 28 novembre, l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) fait état de 3 opérations menées contre les forces gouvernementales, leur causant 7 pertes, et de l'occupation de 17 plantations de café dans 4 départements de l'ouest et du sud-ouest du pays, entre les 20 et 25 novembre.

L'ORPA, membre de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), a attaqué plusieurs campements de l'armée qui réalisait des campagnes de répression et d'intimidation contre la population civile. Les attaques contre les militaires ont eu lieu dans les municipalités San Antonio et Tajumulco, dans les départements de Suchitepequez et de San Marcos, Quetzaltenango, Suchitepequez et Retalhuleu.

L'EGP INTENSIFIE SES ACTIONS DANS EL QUICHE

Dans un communiqué du 25 novembre, l'Armée de Guérilla des Pauvres (EGP) informe de la réalisation de plusieurs actions d'hostilité à l'égard des patrouilles gouvernementales dans la zone militaire n°22 de Playa Grande, El Quiche ; l'occupation de routes et des actions de propagande armée ont aussi été menées, causant la mort de deux soldats et un nombre indéterminé de blessés.

Le 19 novembre, une embuscade a été tendue contre un convoi de l'armée sur la route reliant le village de Xolcuay au chef-lieu de la municipalité de Chajul, causant la mort de 5 soldats et plusieurs blessés ; des fusils Galil, des cartouches et du matériel militaire ont été capturés.

Le 18, les forces de l'EGP ont attaqué la caserne de Chajul, causant la mort de 4 soldats et un nombre indéterminé de blessés ; le 22, les unités insurgées ont attaqué une colonne de l'armée qui réalisait des actions répressives contre la population civile de la municipalité de Nebaj, El Quiché, causant la mort de trois militaire et plusieurs blessés.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES ETUDIANTS DENONCENT LA POLITIQUE DE "NEUTRALITE ACTIVE"

Dans un texte publié le 26 novembre, l'Association des étudiants de l'Université de San Carlos (USAC) dénonce la duperie que représente, pour le peuple guatémaltèque et la communauté internationale,

la "neutralité active" du gouvernement de Cerezo ; le gouvernement du Guatemala s'emploie à déstabiliser celui du Nicaragua au moyen de pressions économiques et d'interventions militaires.

L'organisation estudiantine dénonce également la permanence des appareils répressifs hérités des militaires, le génocide de la population civile, particulièrement la population paysanne, la présence d'éléments de la répression au sein du mouvement étudiant, le refus du gouvernement de dialoguer avec le Groupe d'appui mutuel, la répression contre les secteurs syndicaux.

DROITS DE L'HOMME

LES ASSASSINATS POLITIQUES AUGMENTENT

De source judiciaire, on a appris l'assassinat d'au moins 16 personnes, qui ont été soumises à la torture par les forces de sécurité, entre les 19 novembre et le 1er décembre.

Trois hommes ont été retrouvés morts sur la route qui mène à l'océan atlantique, dans le département El Progreso ; Felipe Caceres a été assassiné à son domicile de la capitale et les cadavres de trois personnes non identifiées ont été retrouvés dans les départements de Alta Verapaz, Solola et dans la capitale.

Humberto Rodriguez Valle et Mario Mendez Ventura, de nationalité salvadorienne ont été assassinés à Chiquimula, Alejandro Lorenzo Mendez et Dionidio Archila ont été trouvés morts dans le Suchitepequez ; José Alberto Hernandez a été tué à Santa Rosa, et les cadavres de 4 hommes non identifiés ont été retrouvés dans les départements de Chiquimula et de Guatemala.

TROIS PERSONNES ATTAQUEES DANS LE CENTRE DE LA CAPITALE

Des individus circulant à bord de motocyclettes, armés de gros calibres et équipés d'appareils de radio, ont ouvert le feu et gravement blessé Ana Lucrecia, Margarita et Javier Ovalle, dans un quartier du centre de la capitale.

QUATRE PERSONNES ASSASSINEES AU COURS D'INVASION DE DOMICILE

Ruben Gonzalez, 12 ans, est mort mitraillé, Augustin Garcia et son épouse Angelina de Garcia, enceinte de 7 mois ont été assassinés par balles, Maria Antonieta Castro Chamale a été tuée par des décharges électriques, lors de l'invasion de leur domicile par des éléments de la sécurité vêtus en civil, dans les départements de Santa Rosa, de Chiquimula et dans la capitale.

LES MILITAIRES ASSASSINENT L'EMPLOYE D'UNE BOULANGERIE

José Arnoldo Santos Bran, employé dans une boulangerie, est mort le 25 novembre à la suite de coups de feu tirés par des militaires dans la capitale.

Lorenzo Villalobos, employé du gouvernement, a été assassiné par balles par des effectifs de sécurité le 27 novembre, en présence de son épouse et de ses enfants, dans la municipalité de Villa Nueva, département de Guatemala.

DEUX PORTES DISPARUS RETROUVES MORTS

Les cadavres portant des traces de tortures de Jorge Luis Maldonado Merida et de Fermin Mendez Monroyn, qui avaient été séquestrés par des agents du gouvernement dans les départements de Huehuetenango et Escuintla, ont été retrouvés le 26 novembre.

La presse a par ailleurs informé de l'enlèvement de Ileana Lopez Rivera, Andres Espinoza Lopez, 11 ans, et Erick Hernandez Reyes.

ACNUR : LE RAPATRIEMENT SERA VOLONTAIRE

Au cours d'une entrevue avec le président Cerezo le 25 novembre, Jean Pierre Hocke, haut commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (ACNUR), a réaffirmé que le rapatriement des réfugiés guatémaltèques au Mexique serait volontaire.

Auparavant, en visite au Mexique, le fonctionnaire international avait reconnu devant le président Miguel de la Madrid, "l'excellent travail" réalisé par le gouvernement mexicain en matière d'assistance envers les quelques 46 mille réfugiés guatémaltèques dans ce pays.

LES REFUGIES REFUSENT LE RAPATRIEMENT

Au cours d'une entrevue, le 27 novembre, avec J.P. Hocke, haut commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, les dirigeants des milliers de réfugiés guatémaltèques au Mexique ont exprimé leur désir de rester dans ce pays tant que la violence officielle se poursuit au Guatemala. Les représentants guatémaltèques dénoncent les 165 assassinats politiques depuis le mois de février et les 454 portés disparus ces trois derniers mois.

Le représentant de l'ACNUR a visité les camps de réfugiés dans la région frontalière de Comalapa, du Chiapas et les camps des états de Campeche et Quintana Roo.

LES REFUGIES NE PEUVENT PAS RENTRER CHEZ EUX

Les réfugiés guatémaltèques "ne peuvent pas encore rentrer, car il est nécessaire de créer au Guatemala une infrastructure économique adéquate et d'organiser des commissions pour les prendre en charge", a déclaré Abraham Talavera, ambassadeur du Mexique, le 27 novembre.

Le diplomate a insisté sur le fait que "les paysans doivent rentrer volontairement, sans pressions du Mexique ou du Guatemala, et quand ils considéreront qu'il n'y a plus de danger pour eux et pour leur famille".